

# Le chef du HCR António Guterres se déclare 'profondément affligé' par la situation en République centrafricaine

---

Communiqués de presse, 12 février 2014

Déclaration du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés António Guterres, au terme de sa visite en République centrafricaine

Bangui, 12 février 2014 - J'ai été témoin en République centrafricaine d'une effroyable catastrophe humanitaire.

Un nettoyage ethno-religieux s'y poursuit à grande échelle.

Il y a des meurtres et des massacres systématiques.

Des épisodes choquants de cruauté, de brutalité et de barbarie caractérisent ces violences.

Des dizaines de milliers de personnes fuient le pays en quête de sécurité, beaucoup sont pris au piège et n'ont nulle part où aller. Pour la seule ville de Bangui, des milliers de personnes vivent dans des ghettos dans des conditions épouvantables.

Même avec la nouvelle Présidente et la formation d'un gouvernement, il ne peut toujours pas protéger efficacement ses propres citoyens.

Il est impératif d'y rétablir la sécurité et l'ordre public. Pour la population centrafricaine, la sécurité et la protection pour tous est une priorité absolue.

La communauté internationale doit œuvrer conjointement pour une hausse significative et immédiate des forces armées et de la police sur le terrain.

En travaillant ensemble, particulièrement avec le soutien des chefs religieux, tous les acteurs doivent promouvoir la médiation et ouvrir la voie au rétablissement de la paix et à la réconciliation durable.

En tant que Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, je suis profondément affligé par le fait que près d'un demi-million de Centrafricains soient nouvellement déplacés depuis le seul mois de décembre. En tout, 2,5 millions de personnes ont désespérément besoin d'aide.

Les agences humanitaires et les ONG effectuent un travail exceptionnel pour aider les victimes de cette crise humanitaire. Nous sommes tous confrontés à un dramatique manque de financement. Nos ressources sont mises à rude épreuve, ce qui entrave notre capacité à faire davantage.

La République centrafricaine est laissée pour compte par la communauté internationale. Ceci ne devrait pas être permis. Ce pays mérite la même attention que celle portée aux crises en Syrie et au Soudan du Sud.